

Embellie syro-saoudienne

Riyad, comme Washington, souhaite affaiblir l'axe Damas-Téhéran. Pas si simple...



F. SHAHED/REUTERS

DÉTENTE Après quatre années de tensions, le président syrien Bachar el-Assad et le roi Abdallah d'Arabie saoudite (ici, à l'aéroport de Riyad, en mars dernier) ont renoué le dialogue.

Faut-il y voir un effet Obama ? En froid depuis l'assassinat en février 2005 de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri, proche de Riyad, Syriens et Saoudiens ont renoué le dialogue. Un sommet serait même prévu, à Damas, dans les toutes prochaines semaines, entre le roi Abdallah d'Arabie saoudite et le président syrien Bachar el-Assad, peut-être en présence de Saad Hariri, nouveau Premier ministre libanais et fils de l'ancien chef du gouvernement.

La victoire, le 7 juin dernier, lors des élections législatives libanaises, de la majorité sortante, pro-occidentale et pro-saoudienne, a été jugée encourageante par l'Arabie saoudite, qui s'est félicitée de la non-ingérence apparente de la Syrie. Trois semaines plus tard, le 28 juin, le prince

Abdel Aziz ben Abdallah, l'un des fils du souverain, débarquait dans la capitale syrienne. C'est alors qu'aurait été envisagée l'idée d'un sommet, Riyad préférant toutefois que soit au préalable constitué le gouvernement libanais. Le 7 juillet dernier, enfin, la presse saoudienne annonçait la nomination d'un ambassadeur à Damas. Le poste était vacant depuis le début de 2008.

Retour d'un ambassadeur américain en Syrie ?

Ce rapprochement intervient alors que, de son côté, l'administration américaine a multiplié les perches tendues aux Syriens. L'émissaire de la Maison-Blanche pour le Proche-Orient, George Mitchell, était à Damas le 14 juin, et Washington a annoncé son intention de

nommer un ambassadeur, une première depuis 2005.

Washington et Riyad partagent les mêmes objectifs : persuader les Syriens qu'ils ont intérêt à distendre leurs liens avec le régime des mollahs afin d'affaiblir l'axe Téhéran-Damas et d'isoler un peu plus l'Iran. Convaincre, aussi, Damas d'utiliser positivement son influence sur le Hezbollah libanais et le Hamas palestinien. De son côté, la Syrie, qui était considérée comme un Etat voyou par George W. Bush, espère voir son rôle d'acteur régional reconnu. Il paraît cependant peu probable que les autorités syriennes renoncent à leur alliance avec Téhéran. La force des Syriens, c'est aussi leur pouvoir de nuisance. Or celui-ci repose en grande partie sur leur amitié avec l'Iran. ● D. L.

À LA PAGE

Une autre Europe

En 2004, les trois États baltes faisaient leur entrée dans l'Union européenne, une douzaine d'années après qu'eut été fermée la parenthèse soviétique, ouverte au début de la Seconde Guerre mondiale par leur annexion à l'URSS. Journaliste, Antoine Jacob vit à Riga (Lettonie) et couvre ces pays depuis une dizaine d'années. Il nous les fait découvrir au fil d'un livre qui raconte surtout les hommes et les femmes. Si les trois pays, aujourd'hui durement frappés par la crise économique, partagent la même volonté de s'ancrer à l'Ouest, ils ont chacun leur sensibilité et leur identité. La Lituanie, où domine le catholicisme, a conservé des traits communs avec la Pologne voisine ; l'Éstonie et la Lettonie sont de tradition luthérienne et regardent davantage vers l'Europe du Nord. Ces deux pays comptent d'importantes minorités russophones alors que



DR

la Lituanie est plus homogène. Le « voyage découverte » que propose Antoine Jacob est une bonne introduction à cette « autre Europe » souvent méconnue. A lire donc, avant d'arpenter les rues de Vilnius, Riga ou Tallinn. ● D. L.

Les Pays baltes. Un voyage découverte. Ed. Lignes de repères, 210 p., 19 €.